

## **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**(C.C.P.)**

Mission de Coordination Sécurité & Protection de la Santé des travailleurs relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université

Ce document contient 21 pages

Septembre 2025

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ ET PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>TRANCHES OPTIONNELLES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>LISTE DE MISSIONS DU COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU COORDONNATEUR</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>PRESENCE DU COORDONNATEUR</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>REMUNERATION DU COORDONNATEUR</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>REVISIONS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>CAUTIONNEMENT ET AVANCE FORFAITAIRE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>ASSURANCE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13</b>	<b>DELAIS – PENALITE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>DUREE DES MISSIONS</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15</b>	<b>RESILIATION</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>RESPONSABLE DU CONTRÔLE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>EXÉCUTION DE LA MISSION</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18</b>	<b>LA MISSION EN PHASE CONCEPTION</b>	<b>16</b>

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	2 / 22

<b>ARTICLE 19</b>	<b>LA MISSION AVANT DEMARRAGE DU CHANTIER</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 20</b>	<b>LA MISSION EN PHASE REALISATION</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 21</b>	<b>LES MOYENS ALLOUES</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 22</b>	<b>INFORMATIONS TRANSMISES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 23</b>	<b>DIFFUSION DES DOCUMENTS</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 24</b>	<b>DURÉE DE LA MISSION</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 25</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 26</b>	<b>UTILISATION DES RÉSULTATS</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 27</b>	<b>ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 28</b>	<b>RÉSILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>21</b>

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	3 / 22

## ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ ET PARTIES CONTRACTANTES

Le marché régi par le présent cahier a pour objet l'exercice de la mission de coordinateur sécurité et protection de la santé conformément aux lois n°76-1106 du 6 décembre 1976 et n°93-1418 du 31 décembre 1993, transposant la Directive européenne 92/57 du 24 juin 1992, et aux différents textes d'application notamment :

- le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 (Coordonnateur)
- le décret n°95-543 du 4 mai 1995 (CISSCT)
- le décret n°95-607 du 6 mai 1995 (Travailleurs indépendants)
- les annexes de l'arrêté du 7 mars 1995 relatives à :
  - \* « la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs »
  - \* « la Déclaration Préalable »
- les annexes de la Directive Européenne n°I à IV

Le présent marché s'applique à l'opération « Mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université»

Les particularités propres à l'opération concernée sont définies dans le programme technique. La catégorie de l'opération est de niveau 1 et le niveau de compétence du SPS est de niveau 1.

MAITRE D'OUVRAGE

Groupe Hospitalo-Universitaire  
AP-HP. Sorbonne Université  
Site : Pitié Salpêtrière

CONDUCTEUR D'OPERATION

Direction des Investissements  
Et des Services Numériques

Estimation prévisionnelle du coût des travaux : 12 000 000 euros H.T. aux conditions économiques en vigueur au mois d'octobre 2025. Cette estimation comprend le coût prévisionnel des travaux de désamiantage, déplombage restructuration et extension.

A titre indicatif le planning enveloppe de l'opération est fourni en annexe.

## ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'Acte d'engagement et son annexe financière de décomposition par phase de mission du prix global forfaitaire
- le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes,
- les tomes 1 et 2 du programme de l'opération
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. PI) en vigueur à la date de notification du présent marché.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	4 / 22

- L'attestation de compétence selon l'article R 238-13 du Code du Travail de niveau adaptée à l'opération décrite au C.C.P. article 1.
- L'offre technique du titulaire

Sont en outre réputées connues les pièces suivantes :

- Le Code de la Commande Publique en vigueur à la date de passation du contrat
- Le Code du travail en vigueur à la date de passation du contrat
- Le permis de construire dans sa dernière version dès lors qu'il est délivré,
- Le ou les marchés des Entrepreneurs,
- Le marché de la maîtrise d'œuvre, le marché de l'OPC et du Contrôleur technique, à défaut des marchés conclus et dans leur attente, les documents provisoires, selon leur dernière mise à jour,
- Les différents documents écrits et dessinés constituant les dossiers aux différents stades de la mission de maîtrise d'œuvre.

### ARTICLE 3 TRANCHES OPTIONNELLES

Le marché est composé d'une tranche ferme et de 2 tranches optionnelles décrites au niveau de l'acte d'engagement. Le CSPS scindera son offre tant en conception qu'en réalisation en fonction des différentes tranches.

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni de dédit afférent à ces éventuelles tranches optionnelles.

### ARTICLE 4 RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

#### 4.1 Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	5 / 22

**4.2 Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.**

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant (ou du sous-concessionnaire).

**4.3 Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.**

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Groupe hospitalo-universitaire AP-HP Sorbonne Université 6 Site Pitié Salpêtrière – Direction Générale – Cellule des marchés – Cour du marché, porte 04 – 47, boulevard de l'hôpital – 75651 PARIS cedex 13  
Téléphone : 01 42 17 60 91 .

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

**4.4 Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.**

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 (cent) euros par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

**ARTICLE 5 LISTE DE MISSIONS DU COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

La mission confiée au coordonnateur par l'acheteur est :

1) celle qui résulte de l'application à la présente opération des dispositions de la loi n°93-1418 et des textes subséquents rappelés à l'article 1, concernant la coordination et la mission du coordonnateur de sécurité, pour la phase réalisation,

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	6 / 22

2) une mission de conseil de l'acheteur ou de son représentant dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé pour tous les points qui sont de leur responsabilité en vertu de la loi précitée et qui ne seraient pas visés au 1°). A ce titre, le coordonnateur devra attirer son attention, en temps opportun, au besoin par écrit sur toutes ses obligations, et l'assister au cours de la conception et de la réalisation du projet, notamment pour intégrer les contraintes liées au programme et au site,

3) plus généralement, une mission d'assistance à l'acheteur ou à son représentant pour tout ce qui concerne l'application de la législation du travail et de la santé, qu'elle soit nationale ou locale, à l'opération. A ce titre, il assurera les relations courantes avec les administrations et les organismes chargés d'en vérifier l'application. Il veillera, par exemple, au respect de la réglementation sur le travail clandestin,

4) il veillera également à la bonne application des mesures de sécurité visant la protection des malades et des exploitants.

Le contenu de la mission du coordonnateur est décrit aux articles 17 à 21 ci-après.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur aura autorité par délégation du signataire du présent marché pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

Il aura en particulier tout pouvoir pour prendre ou faire prendre en accord avec l'acheteur toute mesure d'urgence nécessaire à la sécurité ou à la protection de la santé des travailleurs.

En dehors des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir de l'acheteur pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés relatives à la sécurité des travailleurs. A cette fin, voire en complément, il devra faire part de ses avis et observations à l'acheteur pour décider des mesures les plus pertinentes à imposer.

Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les marchés déjà conclus, le coordonnateur les soumettra au préalable, à l'acheteur et au maître d'œuvre, par écrit et accompagnés d'une estimation du coût prévisible.

A défaut de réponse dans un délai qui ne saurait être inférieur à huit jours et qu'il aura précisé, il sera fondé à faire engager par le maître d'œuvre les dépenses correspondantes à la charge, au moins provisoire, de l'acheteur dans l'attente de la détermination des responsabilités.

Néanmoins, le coordonnateur s'attachera, en premier lieu, à prévoir en phase de conception, dans les pièces des marchés à conclure, toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs afin que le maître d'œuvre et l'acheteur puissent notamment prévoir les moyens financiers nécessaires en temps opportun.

Plus généralement, le coordonnateur devra, dans l'exercice de sa mission, tenir le plus grand compte des objectifs de l'acheteur : délais, qualité, coût.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	7 / 22

## ARTICLE 7 PRESENCE DU COORDONNATEUR

L'acheteur s'engage à :

- donner libre accès au coordonnateur à toutes les réunions techniques relatives à l'opération, tant en phase conception qu'en phase réalisation,
- prévoir dans les marchés des intervenants la communication de toutes les études et pièces nécessaires à la mission du coordonnateur.

Néanmoins, le coordonnateur devra :

- faire part au maître d'œuvre et à l'acheteur des modifications qu'il estime nécessaires d'apporter aux documents de l'acheteur, dans les 15 (quinze) jours suivant leur réception,
- vérifier la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans et pièces écrites, en phase de conception dans les 8 (huit) jours et en phase d'exécution dans les 8 (huit) jours.

## ARTICLE 8 REMUNERATION DU COORDONNATEUR

Le marché est passé, pour chaque phase, à prix global forfaitaire, révisable pour l'ensemble des prestations définies par les pièces contractuelles.

Ces prix sont les montants indiqués par le coordonnateur dans l'acte d'engagement, exprimés successivement hors T.V.A. (HT) et T.V.A. comprise (TTC).

Ces prix comprennent :

- tous les frais nécessaires à la réalisation complète de la mission, à l'exclusion seulement de ceux mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur marché s'il est passé, soit prévus dans les pièces type des marchés à passer. Le coordonnateur est réputé connaître les contraintes s'appliquant à l'opération,
- les frais d'assurances résultant des dispositions prévues au présent C.C.P. à l'article 14.

Le coordonnateur s'engage à n'accepter aucune rémunération de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée par le présent marché.

Modalités de règlement :

Le projet de décompte du mois "m" des sommes dues au titulaire doit être remis à l'acheteur avant le dernier jour du mois "M + 1". Celui-ci dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître par écrit au titulaire, les modifications qui ont conduit au décompte mensuel retenu par lui.

Le titulaire dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m" qui est calculé sur la base des conditions admises par l'acheteur.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	8 / 22



Le délai de paiement est de cinquante jours maximum. Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires sont dus de plein droit.

L'acheteur vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- a) le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 10.
- b) les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par l'acheteur.
- la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission : cette rémunération est égale au poste a) diminué du poste b) ci-dessus.

L'acheteur établit ensuite le décompte général qui comprend :

- . le décompte final ci-dessus
- . la récapitulation du montant des décomptes périodiques
- . l'incidence de la T.V.A.
- . le montant du solde à verser au titulaire

L'acheteur notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

## ARTICLE 9 REVISIONS

### 9.1 Modalités de révisions

Le prix du marché est mentionné dans l'acte d'engagement.  
Le marché est conclu à prix révisable. Les prix sont révisables à chaque acompte.  
Il est réputé établi aux conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$  figurant sur l'acte d'engagement.  
Dans le cas d'un prix révisable, la révision de la rémunération fixée à l'acte d'engagement s'effectue conformément à la réglementation en vigueur, par l'application de la formule ci-après :

$$R = R_0 * 0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle

$R$  = fraction de la rémunération à régler

$R_0$  = fraction correspondante de la rémunération initiale figurant à l'acte d'engagement

$I_m$  et  $I_0$  = index ingénierie publié par la direction des affaires économiques internationales du Ministère de l'Équipement.

$I_0$  est l'index correspondant au mois " $M_0$ " fixé dans l'acte d'engagement.

$I_m$  est l'index du mois " $m$ " figurant sur le décompte présenté à l'appui d'une proposition de règlement.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	9 / 22

## 9.2 Clause de sauvegarde

Si l'application de la formule de révision conduit à une augmentation moyenne des prix de 3% ou plus, par rapport au prix précédemment appliqué, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité à la date du changement des prix ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans l'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement de prix.

## 9.3 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction ou déduction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR

## ARTICLE 10 REGLEMENT DES COMPTES

Le coordonnateur sécurité pourra facturer des acomptes dans les conditions suivantes :

*Phase études : APS, APD.*

Acompte	Echéance	Pourcentage prix global forfaitaire de la phase conception	Pourcentage cumulé
1er	Après remise du rapport du coordonnateur, sur le dossier APS	7,5 %	7,5 %
2ème	Après remise et approbation du rapport du coordonnateur sur le dossier APD	7,5 %	15 %

*Phase études: PRO, DCE, ACT.*

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	10 / 22

<b>Acompte</b>	<b>Echéance</b>	<b>Pourcentage prix global forfaitaire de la rémunération</b>	<b>Pourcentage cumulé</b>
3ème	Après acceptation par l'acheteur et le maître d'œuvre du Plan Général de Coordination du projet de règlement pour le CISSCT, de l'intégration des clauses et recommandations concernant la sécurité dans les C.C.A.P. et les C.C.T.P. des entrepreneurs et ouverture du registre au journal	45 %	60 %
4ème	Après remise d'un exemplaire à l'acheteur des documents réglementaires et mise à jour des contrats de travaux conformément aux dispositions arrêtées pour la sécurité, ainsi que des consignes écrites nécessaires au stade de la réalisation, après avis du coordonnateur phase réalisation	30 %	90 %
5ème	Le solde de la phase conception après notification des marchés de travaux	10 %	100 %

*Phase travaux : VISA, DET, AOR, Parfait Achèvement.*

<b>Acompte</b>	<b>Echéance</b>	<b>Pourcentage prix global forfaitaire de la rémunération</b>	<b>Pourcentage cumulé</b>
1er	A la fin de la période de préparation	10 %	10 %
Acomptes mensuels	Des acomptes mensuels égaux, dont le cumul n'excédera pas 70 % du montant de la phase réalisation de l'opération, celui-ci étant divisé par le nombre entier le plus proche (par excès) de mois contenus dans le délai d'exécution fixé au marché des entreprises	70 %	80 %
Acompte à réception des travaux	A la signature du procès-verbal, sans réserve, de remise à l'acheteur des documents réglementaires à jour, notamment : Plan Général de Coordination et Dossier d'Intervention ultérieure sur l'ouvrage (DUIO), remise devant intervenir à la réception	10 %	90 %

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	11 / 22

Acompte avant solde	A l'approbation par l'acheteur des décomptes définitifs des entreprises ou à la levée des réserves si elle est postérieure	5%	95%
Solde	Le solde des sommes dues au coordonnateur sera versé dès la délivrance du procès-verbal constatant que toutes les obligations découlant du marché de travaux ont été remplies. Ce procès-verbal ne pourra être délivré qu'après la levée de toutes les réserves mentionnées lors de la réception des travaux et après la réparation de tous les désordres signalés par l'acheteur pendant l'année de garantie de parfait achèvement. Il sera délivré au plus tôt à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement	5 %	100 %

En application de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans l'acte d'engagement.

Si l'application d'une clause du présent marché entraînerait une rectification du forfait, il serait tenu compte de ce forfait rectifié lors du paiement du solde des sommes dues au coordonnateur.

#### **ARTICLE 11 CAUTIONNEMENT ET AVANCE FORFAITAIRE**

Le titulaire est dispensé de cautionnement.

Conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du Code de la commande publique, une avance peut être versée après acceptation au fournisseur.

#### **ARTICLE 12 ASSURANCE**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le CSPS doit justifier qu'il est titulaire

- d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L 241.1 du Code des Assurances.
- et d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1292 à 1792.2 et 2270 du Code Civil.

Le titulaire doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de sa mission.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du CSPS

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	12 / 22

## ARTICLE 13 DELAIS – PENALITE

### 13.1 Délais

Le coordonnateur devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il mettra les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixée à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation fixée aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son plan général de coordination.

Il devra en particulier respecter les délais indiqués pour les tâches repères répertoriées dans le tableau ci-après, à défaut d'autres délais précisés au présent C.C.P. A défaut, une pénalité de 100 (cent) euros pourra lui être appliquée par jour calendaire de retard et pour chacune des tâches de retard.

TÂCHES REPÉRÉES	DÉLAIS
Avis sur les documents d'études (APS/APD)	Au plus tard 10 jours après la remise du document
Première élaboration P.G.C. avec toutes sujétions pour chaque corps d'état	Au plus tard 10 après la remise du dossier APD.
Vérification des dispositions prises par la maîtrise d'œuvre pour l'exécution des VRD initiaux	Au plus tard 10 jours après la remise du dossier PRO
Ouverture du Registre Journal de la coordination	Un mois après notification du marché du coordonnateur
Première constitution du Dossier d'Intervention ultérieure	Avant la fin de la phase Avant-Projet convenue avec le maître d'œuvre
Rédaction du projet de règlement pour le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail	15 jours avant le lancement de la consultation des entreprises
Constitution du CISSCT, dans les conditions de l'article 17.2 du présent C.C.P., si la catégorie de l'opération impose un tel collège	Au plus tard 21 jours avant le début des travaux
Consignation, sur le Registre Journal des comptes rendus des inspections communes avec chaque entreprise	Préalablement à l'intervention de chaque entreprise
Application des dispositions nécessaires pour que le chantier ne soit accessible qu'aux personnes autorisées	Avant le début des travaux
Vérification de la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans d'exécution établis par les entreprises	5 jours après leur réception

AP-HP.SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	13 / 22

Tenue de la première réunion du CISSCT et des suivantes. Adoption du règlement du CISSCT Transmission des remarques 5 jours après la visite sur site	- Dès que deux entreprises sont présentes effectivement sur le chantier, puis une fois au moins tous les trois mois. - dans le mois qui suit la première réunion du CISSCT
Envoi des copies des procès-verbaux des réunions du CISSCT, aux destinataires cités à l'article R 238-56	Dans le mois suivant la réunion du CISSCT
Communiquer les noms et adresses des entrepreneurs contractants, si P.G.C., à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir (R 238-28)  Leur adresser obligatoirement, les PPSS des entrepreneurs charges du gros œuvre ou du lot principal et des travaux présentant des risques particuliers	- dès la notification des marchés  - dès la notification des marchés ou dans les 15 jours de la réception de ces documents
Recueil et harmonisation des PPSPS	Dans les 30 jours à compter de la remise par les entreprises de l'ensemble des P.P.S.P.S. puis au fur et à mesure de leur mise à jour.
Transmissions du P.G.C. et du Dossier d'Intervention définitif à l'acheteur	Au plus tard à la réception de l'ouvrage

Pour toute absence en réunion d'étude ou de chantier, l'acheteur pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100€.

#### **ARTICLE 14 DUREE DES MISSIONS**

##### MISSION PHASE CONCEPTION

Débute dès les études d'avant-projet, ou à la notification du présent contrat par l'acheteur ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

##### MISSION PHASE REALISATION

Débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par l'acheteur (après la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

#### **ARTICLE 15 RESILIATION**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque phase et par bâtiment. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Le marché pourra être résilié de plein droit par l'acheteur à tout moment de son exécution par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il y ait faute ou non du titulaire.

AP-HP.SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	14 / 22

## CONSÉQUENCE DE LA RÉSILIATION

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses, du présent marché, relatives au calcul de la rémunération du coordonnateur.

Le coordonnateur s'engage à remettre à l'acheteur tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par l'acheteur, lesquels seront subordonnés à la remise des dits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, l'acheteur sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix, et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du coordonnateur de sécurité évincé.

## ARTICLE 16 RESPONSABLE DU CONTRÔLE

Dès la notification du présent marché, le CSPS indique la personne responsable de ce marché.

Le changement de responsable doit être notifié immédiatement au maître d'ouvrage.

Un suppléant sera désigné pendant les périodes de congés annuels.

## ARTICLE 17 EXÉCUTION DE LA MISSION

### 17.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des règles d'Hygiène et Sécurité des conditions de travail sur les chantiers où se réalisent des ouvrages de bâtiment.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la co-activité des entreprises ainsi que la succession de leurs interventions vis-à-vis de ces règles.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'Hygiène et à la Sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoque par toutes actions nécessaires.

### 17.2 – OBLIGATIONS GENERALES

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes de prévention définis à l'article L230-2 du code du travail :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- combattre les risques à la source,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	15 / 22



- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- organiser la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, les conditions de travail, la co-activité, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles.

### 17.3 – OBJECTIFS GENERAUX

Mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ces obligations sont prescrites dans le programme et imposées par les textes législatifs pour ce type de chantier dans le cadre d'opérations de bâtiment et/ou de génie civil. Ces dispositions ont pour objet :

- de contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier,
- d'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers...
- de réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et le salarié,
- de maîtriser les risques liés à la co-activité des entreprises,
- d'assurer pour le compte de l'acheteur les relations avec les organismes officiels de prévention,

## ARTICLE 18 LA MISSION EN PHASE CONCEPTION

### 18.1 – OBJECTIFS

- Assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui auront à intervenir sur le chantier du et sur l'ouvrage en cours d'exploitation.
- Intégrer cette contrainte en concertation avec l'OPC dans la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se dérouleront simultanément ou successivement.
- Prévenir les risques résultant d'interventions simultanées ou successives d'entreprises distinctes et prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.
- Proposer à l'acheteur les mesures à prendre contre les risques d'infections nosocomiales.

### 18.2 – TACHES A EXECUTER

- Participer aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration du projet à la demande du maître d'œuvre aux fins précisées aux articles L 235-1 et L235-3.
- Vérifier les dispositions prévues pour exécuter les V.R.D initiaux (article R 238-40 à 44),
- Elaborer le plan général de coordination (article L 235-6),
- Vérifier si l'opération doit nécessiter un "CISSCT" vis-à-vis des critères définis à l'article R 238-46. Dans l'affirmative ou si l'acheteur l'exige, élaborer le projet de son règlement et l'annexer à chaque marché passé pour l'opération (R 238-53),
- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (articles L 235-15 & R 238-37),

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	16 / 22



- Ouvrir le registre-journal de la coordination (R 238-19),
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.
- Etablir en concertation avec le maître d'œuvre le cahier des charges de désamiantage.

## **ARTICLE 19 LA MISSION AVANT DEMARRAGE DU CHANTIER**

### **19.1 – OBJECTIFS**

- Examiner avec les entreprises les moyens ou dispositifs permettant de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- Analyser les mesures proposées par les entreprises en matière de risques d'infections nosocomiales.
- Proposer des mesures complémentaires pour lutter contre les nuisances de chantier (bruit, poussière...)
- Prévenir les risques liés à la co-activité.
- Contrôler le plan de retrait d'amiante établi par l'entreprise.

### **19.2 –TACHES A EXECUTER**

Utiliser des moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L235-1 et L235-18 soient effectivement pris avant le démarrage des travaux.

- Obtenir et vérifier les PPSPS des entreprises.
- Harmoniser les PPSPS.
- Apporter ou faire apporter, en tant que de besoin, des compléments au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et le remettre à l'acheteur en 2 exemplaires.
- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R238-18-4°) et notamment :
  - o la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs,
  - o les mesures relatives à la lutte contre les infections nosocomiales.
- Contrôler le plan d'installation de chantier.
- Evaluer en concertation avec l'OPC, les conséquences sur l'ordonnancement des tâches des entreprises dues aux risques de co-activité.

## **ARTICLE 20 LA MISSION EN PHASE REALISATION**

### **20.1 – OBJECTIFS**

- Appliquer l'ensemble des dispositions prévues au Code du travail en matière d'hygiène et de sécurité des chantiers clos et indépendants.
- Intégrer les principes généraux de prévention mentionnés à l'article L235-1.
- Faire appliquer les consignes préconisées dans la phase avant démarrage du chantier.
- Prendre en compte, les risques résultants de l'interférence des interventions pouvant être conduites simultanément par plusieurs entreprises sur un même site.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	17 / 22

- Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées.
- Rassembler dans un dossier toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieurs, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage (R238-37&R235-5).
- Formuler un avis sur un ou plusieurs sous-traitants.
- Contrôler le respect des mesures préconisées pour la lutte contre les infections nosocomiales et contre les nuisances du chantier (bruit, poussière...)

## **20.2 –TACHES A EXECUTER**

- Vérifier le respect des plans d'installation de chantier des entreprises.
- Utiliser les moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L235-1 et L235-18 soient effectivement mis en œuvre.
- Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle notamment l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.
- A la demande de l'acheteur l'avis du coordonnateur peut être sollicité sur une des entreprises sous-traitantes en préalable à son agrément.
- En tout état de cause, le coordonnateur sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.
- Mettre en œuvre et harmoniser les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, les moyens nécessaires :
  - o afin d'une part, de se les faire remettre le cas échéant, de les viser pour approbation et diffuser,
  - o d'autre part, pour veiller au respect des consignes et dispositions, qui y sont arrêtées.
- Mettre à jour et adapter le plan général de coordination et organiser les moyens nécessaires à sa mise en application
- Apporter ou faire apporter, en tant que de besoin, des compléments au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et le remettre à l'acheteur en 2 exemplaires.
- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R238-18-4°) et notamment :

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	18 / 22

- la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs,
  - les mesures relatives à la lutte contre les infections nosocomiales.
- Contrôler le plan d'installation de chantier.
- Définir la liste des personnes autorisées à accéder au chantier et organiser la mise en place des dispositions nécessaires au contrôle de l'accès au chantier.
- Veiller à l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Suivre la mise à jour des PPSPS et les harmoniser en fonction de l'avancement des travaux.
- Consigner sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, des événements ou éléments définis à l'article R238-19 du code du travail, (le registre-journal sera conservé par le coordonnateur de la phase réalisation pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage).
- Faire adopter le règlement du collège interentreprises et le transmettre à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBT et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels (R 238-54).
- Participer aux réunions de chantiers et autres sur convocation, ou selon les besoins pressentis du coordonnateur, avec ordre du jour, en tant que de besoin.
- Assurer une présence et intervenir sur le chantier aussi souvent que nécessaire et plus particulièrement dans les phases critiques, pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Assurer des visites du chantier à l'improviste afin de vérifier la bonne application des règles de sécurité
- Diffuser aux différents intervenants toutes informations et tous documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la présente mission (notamment ceux signalés aux articles R238-28& R238-56).
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien etc...
- Se tenir informé des réserves éventuelles formulées au cours des visites de réception.
- Programmer et organiser si nécessaire, la coordination sur la sécurité des travaux, concernant les ouvrages ayant fait l'objet de réserves et liés à sa mission, pendant la période de parachèvement.
- Produire un dossier de fin de "mission en phase-réalisation", complétant celui de fin de "mission avant début du chantier", et rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours des phases de coordination. Deux exemplaires seront remis à l'acheteur.

## **ARTICLE 21 LES MOYENS ALLOUES**

- Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé interviendra autant que de besoin, au cours des différentes réunions concernant la préparation et la réalisation du projet.
- A cet effet, il sera convoqué systématiquement, en mentionnant l'ordre du jour, par l'organisateur de ces réunions.
- Il pourra se faire communiquer tout document nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux de contrôle technique maîtres d'œuvre, OPC).

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	19 / 22

- Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition, susceptible de modifier la conception architecturale, les techniques de construction, ou l'équilibre financier de l'opération.
- Il rendra compte du résultat de ses investigations à l'acheteur qui les acceptera ou adoptera des mesures d'une efficacité au moins équivalente (R238-17). L'acheteur pourrait être amené à demander au coordonnateur de proposer d'autres solutions.
- Il fera part aux entreprises des mesures retenues et veillera à ce que celles-ci les appliquent.
- En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part à l'acheteur qui prendra les dispositions adéquates.
- Il est autorisé en vertu des articles L231-8 et L231-9 du Code du Travail à prendre les dispositions d'urgence qui s'imposeront, voire à faire arrêter et évacuer le chantier si nécessaire. Toute décision d'urgence afin d'éviter un risque de danger imminent, qu'il aura été amené à prendre, fera l'objet d'un rapport justificatif circonstancié qu'il adressera à l'acheteur le jour suivant sa décision.
- En dehors des cas d'urgence ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir de l'acheteur pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés, concernant le "Plan Général de Coordination" et les "Plans Particuliers de Sécurité et Santé" objets de sa mission directement ou indirectement.
- Il aura à sa charge les frais de fonctionnement et notamment de secrétariat nécessaires au bon accomplissement de sa mission.
- L'acheteur mettra à la disposition du coordonnateur les moyens logistiques selon nécessité et importance de l'opération (téléphone, télécopie, etc.) conjointement avec les locaux de la maîtrise d'œuvre.
- Il aura souscrit toutes polices d'assurances nécessaires à une bonne couverture de sa mission de coordination en matière de sécurité.
- En cas de congés ou d'absence, il sera remplacé par un suppléant, nommément désigné dans un contrat et disposant de compétences au moins équivalentes, des mêmes moyens et autorité, de la même couverture d'assurances et auquel il aura transmis un procès-verbal consignait toutes les informations et documents nécessaires à une bonne exécution de sa mission.
- Une copie de ce procès-verbal sera transmise au maître d'œuvre et à l'acheteur
- Il fera part aux entreprises des mesures retenues et veillera à ce que celles-ci les appliquent.
- En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part à l'acheteur qui prendra les dispositions adéquates.

## **ARTICLE 22      INFORMATIONS TRANSMISES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

L'acheteur prendra toutes les dispositions nécessaires pour permettre au CSPS d'exercer normalement sa mission. En particulier :

- Tous les documents qui lui sont nécessaires seront remis au titulaire; il est cependant tenu de signaler tout défaut de transmission.
- Le titulaire est tenu informé des modifications qui seraient portées au programme de l'opération.
- L'accès du chantier lui est accordé sans limitation.
- Il est informé du planning et de ses éventuelles adaptations au cours de l'opération.
- Il est informé des dates de démarrage des travaux.

## **ARTICLE 23      DIFFUSION DES DOCUMENTS**

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	20 / 22

Le CSPS adressera les documents qu'il établit comme suit :

- Maître de l'Ouvrage : 1 exemplaire format informatique
- Mandataire du Maître de l'Ouvrage : 1 exemplaire, (le cas échéant)
- Architecte : 1 exemplaire,
- Bureaux d'études : 1 exemplaire à chaque bureau d'étude concerné,
- Responsable de l'OPC : 1 exemplaire,
- Entreprise : 1 exemplaire à chaque entreprise concernée,

Les diffusions effectuées seront indiquées sur les documents, afin de permettre à chacun d'en être informé.

## ARTICLE 24 DURÉE DE LA MISSION

La mission à réaliser est liée à la nature de l'ouvrage et non à sa durée de réalisation.

Le délai prévisionnel indiqué pour les travaux n'est pas contractuel, il ne comporte ni la phase de travaux préalables, ni les phases études d'exécution, ni la phase de parfait achèvement.

Les interventions du CSPS s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

## ARTICLE 25 UTILISATION DES RÉSULTATS

La définition et l'utilisation des résultats des prestations est sont définies Chapitre 6, articles 32 à 35 du C.C.A.G PI.

## ARTICLE 26 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du C.C.A.G. PI., l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution sans indemnité des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques suivantes : APS - APD - ACT.

## ARTICLE 27 RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci est résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 22 du C.C.A.G. PI emporte résiliation du marché sans indemnité.

Si le titulaire se montre incapable de remplir ses obligations contractuelles ou commet dans l'exercice de celles-ci des fautes graves de nature à compromettre le bon déroulement de l'opération, le marché est alors résilié sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée avec un abattement au moins égal à 10%.

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPS	Mission de CSPS relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	21 / 22

Si le contrat est rompu de façon unilatérale par le titulaire, sans que puisse être invoqué le cas de force majeure, le marché est alors résilié sans indemnité et un abattement de 20% est effectué sur la fraction de la mission déjà accomplie.

## ARTICLE 28 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCP déroge :

- A l'article 4.1 du CCAG PI dans son article 2 ;
- A l'article 14.1 du CCAG PI dans son article 13 ;

AP-HP,SU	Consultation n° 25-00X du XX/09/2025	PSL
CCP Lot CSPA	Mission de CSPA relative au projet de la mise aux normes et de l'extension de la médecine nucléaire sur le site de la Pitié Salpêtrière au sein du groupe hospitalier AP-HP. Sorbonne Université	22 / 22